



Le jeudi 17 janvier 2013, La Fonction publique marche pour l'emploi et l'avenir du 93 !

Les organisations syndicales départementales du 93 CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU et CFE-CGC appellent à une marche départementale pour l'emploi et l'avenir de la Seine-Saint-Denis le jeudi 17 janvier 2013.

➡ **La Fonction publique a subi ces dernières années des suppressions massives d'emploi : encore aujourd'hui cette politique se poursuit et dégrade les conditions de travail des personnels et le service public rendu à la population.**

➡ **La précarité grandit chez les personnels, avec l'utilisation massive de personnels non-titulaires dans les écoles et établissements scolaires, dans les collectivités locales, dans les hôpitaux... il est urgent de titulariser tous les précaires !**

Ce n'est pas d'austérité dont a besoin la Fonction publique et ses agents

Tout le confirme malheureusement : le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement ne répondent pas aux urgences sociales créées par la politique de la droite conjuguée aux effets de la crise.

A l'inverse même, de nombreuses orientations et décisions relèvent clairement de choix qui s'inscrivent dans une logique d'austérité.

Extraits de l'appel unitaire :

La Seine-Saint-Denis est non seulement maltraitée par le patronat, mais aussi par l'État, qui n'engage pas les moyens nécessaires à l'application concrète de l'égalité républicaine !

Dans les écoles, les hôpitaux, les territoires, la Fonction publique d'État, des mobilisations s'organisent, souvent en lien avec les usagers pour arracher des moyens, maintenir des sites, et contrer la casse du service public.

Des moyens existent pour financer des politiques en faveur du progrès économique et social. A rebours des discours dominants, nous portons notamment l'idée que dépenser plus pour la Santé, pour l'Éducation et la Formation, pour la Recherche, pour la Culture, pour le Logement Social, pour les Transports et les infrastructures collectives, pour l'Environnement... cela contribue au développement de la productivité et du dynamisme économique.

Et si la nouvelle majorité au pouvoir reste sourde à des revendications essentielles, portées en particulier par la CGT, elle prête trop souvent une oreille attentive aux doléances de patrons, plus tournés vers la préservation de leurs profits vertigineux que vers la solidarité.

La loi de Finances pour 2013, avec ses 10 milliards d'amputations nouvelles dans les dépenses publiques est tristement emblématique de ce plan d'austérité.

Du coup, loin d'être confortés, de grands pans des missions publiques sont mis en péril. Les importantes suppressions d'emplois imposées en regard des créations dans les secteurs décrétés prioritaires vont nuire à la qualité du service public rendu et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

La « *stabilisation* » de la masse salariale des agents de la Fonction publique, conséquence directe de cette politique de restrictions, est synonyme d'absence de réponses à l'urgence de situations dégradées et très préoccupantes. En particulier, rien n'est annoncé quant à la fin du gel insupportable de la valeur du point.

Quant au jour de carence, mesure inique s'il en est, loin d'être abrogé, il continue de sévir. Pour la CGT, répéter sans cesse que l'arrêt de la RGPP est à l'ordre du jour ne suffit pas : Il faut passer aux actes qui permettent réellement d'y mettre fin.

Au niveau de la Fonction publique, des actions ont déjà eu lieu sur ce que porte la CGT en matière de répartition des compétences entre l'État et des territoires et pour exprimer son hostilité à « *l'acte III* » de la décentralisation.

Il faut à présent prolonger ce processus, le développer et construire les convergences indispensables.

C'est tout le sens de l'appel à participer massivement à la marche départementale du jeudi 17 janvier 2013 et pour ce faire d'appeler à la grève !

Pour :

- La fin de toutes les suppressions d'emplois, et les créations nécessaires ;
- La sauvegarde et le développement des missions publiques ;
- Le renforcement du Statut Général, garantie essentielle pour les citoyens ;
- L'augmentation immédiate des salaires par la valeur du point ;
- L'abrogation du jour de carence.

Ce jour-là, nous devons porter ensemble nos exigences !

**Le jeudi 17 janvier 2013, Tous ensemble :
Rendez-vous à 10h30**

- **Au départ de la place de déportés au Bourget** (RER B Le Bourget, bus 146 et 133), site symbolique car situé à 2 pas de l'aéroport d'affaire.
- **Et au départ des Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère** (RER E Pantin, Métro 5 Hoche), lieu qui accueille la principale concentration bancaire du 93.

Les deux cortèges convergeront sur le parvis de la préfecture à Bobigny où nous demanderons une audience au Préfet.